

REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

DIE REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT,

Auf Vorschlag des Ministerpräsidenten, zuständig für internationale Beziehungen;

Nach Beratung,

Beschließt:

Der Ministerpräsident, zuständig für internationale Beziehungen, wird damit beauftragt, dem Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft den Dekretentwurf mit folgendem Wortlaut vorzulegen:

**DEKRETVORENTWURF ZUR ZUSTIMMUNG ZUM ZUSATZPROTOKOLL ZWISCHEN DEM
KÖNIGREICH BELGIEN UND DER EUROPÄISCHEN FREIHANDELSASSOZIATION,
GESCHEHEN ZU BRÜSSEL AM 24. NOVEMBER 2022**

INHALTSANGABE

Durch dieses Dekret wird einem völkerrechtlichen Vertrag zugestimmt.

INHALTSVERZEICHNIS

	Seite
Begründung	4
Allgemeine Erläuterungen	4
Kommentar zu den Artikeln	4
Vorentwurf	5
Anlage	6

BEGRÜNDUNG

ALLGEMEINE ERLÄUTERUNGEN

Die Europäische Freihandelsassoziation (EFTA) ist eine zwischenstaatliche Organisation, die 1960 durch das EFTA-Übereinkommen gegründet wurde und den freien Handel und die wirtschaftliche Integration zwischen ihren Mitgliedern innerhalb Europas und weltweit fördert. Die EFTA umfasst derzeit vier Mitgliedsländer: Island, Liechtenstein, Norwegen und die Schweiz. Die EFTA-Staaten haben eines der größten Netzwerke von Freihandelsabkommen (FHA) geschaffen. Diese umfassen mehr als 60 Länder und Gebiete, darunter die Europäische Union.

Belgien hat am 27. Januar 1993 ein Sitzabkommen mit der Europäischen Freihandelsassoziation abgeschlossen. Dieses Abkommen gewährt dem Leiter des EFTA-Büros in Brüssel und seinem Stellvertreter diplomatische Vorrechte bzw. Privilegien und Immunitäten. Seit 2018 verfügt das Büro über einen zweiten Stellvertreter. Die EFTA hat kürzlich die Gewährung eines dritten diplomatischen Status beantragt. Ziel des vorliegenden Zusatzprotokolls vom 24. November 2022 ist es, auch dem zweiten Stellvertreter einen diplomatischen Status zu verleihen. Damit werden die Vertreter der drei Mitgliedstaaten in Brüssel gleichgestellt.

Es handelt es sich um einen „gemischten Vertrag“ im Sinne von Artikel 167 §4 der Verfassung, wie die Arbeitsgruppe für Gemischte Verträge am 18. Mai 2021 feststellte.

Die Vollmacht zur Unterzeichnung erteilte die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft in ihrer Sitzung vom 31. Januar 2022. Damit das Abkommen in Kraft treten kann, bedarf es der Zustimmung des Parlaments der Deutschsprachigen Gemeinschaft. Mittlerweile liegen bereits Zustimmungsdekrete von Flandern, der Französischen Gemeinschaft, der Region Brüssel-Hauptstadt und zuletzt das Zustimmungsgesetz des Föderalstaates vor. Die EFTA fragte am 15. Mai 2024 nach dem Stand der Dinge beim FÖD Außenbeziehungen nach und bittet um zügige Behandlung.

KOMMENTAR ZU DEN ARTIKELN

Einzigster Artikel

Der einzige Artikel bedarf keines besonderen Kommentars.

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden und Finanzen
O. PAASCH

Oliver Paasch
Ministerpräsident

Digital unterschrieben von
Oliver Paasch
Ministerpräsident
Datum: 2024.07.10 10:35:22
+02'00'

VORENTWURF

Dekretvorentwurf zur Zustimmung zum Zusatzprotokoll zwischen dem Königreich Belgien und der Europäischen Freihandelsassoziation, geschehen zu Brüssel am 24. November 2022

Einziger Artikel – Das Zusatzprotokoll zwischen dem Königreich Belgien und der Europäischen Freihandelsassoziation, geschehen zu Brüssel am 24. November 2022, ist uneingeschränkt wirksam.

Eupen, den ...

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden und Finanzen
O. PAASCH

Oliver Paasch
Ministerpräsident

Digital unterschrieben von
Oliver Paasch Ministerpräsident
Datum: 2024.07.10 10:35:38
+02'00'

ANLAGE

**Zusatzprotokoll zwischen dem Königreich Belgien und der Europäischen
Freihandelsassoziation, geschehen zu Brüssel am 24. November 2022**

(Übersetzung)

GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE

Le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Sur la proposition du Ministre-Président, compétent en matière de Relations internationales;

Après délibération,

Arrête :

Le Ministre-Président, compétent en matière de Relations internationales, est chargé de soumettre au Parlement de la Communauté germanophone le projet de décret dont la teneur suit :

Avant-projet de décret portant assentiment au Protocole additionnel entre le Royaume de Belgique et l'Association européenne de libre-échange, fait à Bruxelles le 24 novembre 2022

CONTENU

Le présent décret porte assentiment à un traité de droit international public.

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Exposé des motifs	4
Explications générales	4
Commentaire des articles.....	4
Avant-projet	5
Annexe	6

EXPOSÉ DES MOTIFS

EXPLICATIONS GÉNÉRALES

L'Association européenne de libre-échange (AELE) est une organisation intergouvernementale ayant été établie en 1960 par la convention AELE et promouvant le libre-échange et l'intégration économique entre ses membres, au sein de l'Europe et dans le monde. L'AELE compte actuellement quatre pays membres : l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse. Les États de l'AELE ont développé l'un des plus grands réseaux d'accords de libre-échange (ALE). Ces accords couvrent plus de soixante pays et territoires, dont l'Union européenne.

La Belgique a conclu le 27 janvier 1993 un accord de siège avec l'Association européenne de libre-échange. Par cet accord, le chef de bureau de l'AELE à Bruxelles et son adjoint bénéficient des privilèges et immunités diplomatiques. Depuis 2018, le bureau dispose d'un deuxième adjoint. L'AELE a récemment demandé l'octroi d'un troisième statut diplomatique. Le présent protocole additionnel du 24 novembre 2022 vise à accorder également au deuxième adjoint un statut diplomatique. De cette façon, les représentants des trois États membres à Bruxelles sont mis sur un pied d'égalité.

Il s'agit d'un « traité mixte » au sens de l'article 167, § 4, de la Constitution, comme l'a constaté le groupe de travail « Traités mixtes » le 18 mai 2021.

Lors de sa séance du 31 janvier 2022, le Gouvernement de la Communauté germanophone a donné la délégation nécessaire à la signature. Afin que cet accord puisse entrer en vigueur, le Parlement de la Communauté germanophone doit donner son assentiment. Les décrets d'assentiment de la Flandre, de la Communauté française, de la Région de Bruxelles-Capitale et, plus récemment, la loi d'assentiment de l'État fédéral sont déjà disponibles. Le 15 mai 2024, l'AELE s'est enquis de l'état d'avancement auprès du SPF Relations extérieures et demande un traitement sans délai.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article unique

L'article unique n'appelle aucun commentaire particulier.

Le Ministre-Président,
Ministre des Pouvoirs locaux et des Finances
O. PAASCH

AVANT-PROJET

Avant-projet de décret portant assentiment au Protocole additionnel entre le Royaume de Belgique et l'Association européenne de libre-échange, fait à Bruxelles le 24 novembre 2022

Article unique – Le Protocole additionnel entre le Royaume de Belgique et l'Association européenne de libre-échange, fait à Bruxelles le 24 novembre 2022, sortira son plein et entier effet.

Eupen, le ...

Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Le Ministre-Président,
Ministre des Pouvoirs locaux et des Finances
O. PAASCH

ANNEXE

**Protocole additionnel entre le Royaume de Belgique et l'Association européenne de libre-échange,
fait à Bruxelles le 24 novembre 2022**

(Traduction)

PROCOLE ADDITIONNEL
ENTRE
LE ROYAUME DE BELGIQUE
ET
L'ASSOCIATION EUROPÉENNE DE LIBRE-ÉCHANGE

**PROTOCOLE ADDITIONNEL
ENTRE
LE ROYAUME DE BELGIQUE
ET
L'ASSOCIATION EUROPÉENNE DE LIBRE-ÉCHANGE**

LE ROYAUME DE BELGIQUE, représenté par :

Le Gouvernement fédéral,
Le Gouvernement flamand,
Le Gouvernement de la Communauté française,
Le Gouvernement wallon,
Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
Le Gouvernement de la Communauté germanophone,

ET

L'ASSOCIATION EUROPÉENNE DE LIBRE-ÉCHANGE,

VU l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'Association européenne de libre-échange, signé le 27 janvier 1993,

DÉSIREUX de déterminer les privilèges et immunités nécessaires au fonctionnement de l'Association européenne de libre-échange,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1

La première phrase de l'article 15 de l'Accord de siège du 27 janvier 1993 est remplacé par le texte suivant :

« Le Chef du Bureau de l'AELE à Bruxelles et ses deux adjoints jouiront des privilèges et immunités diplomatiques. »

ARTICLE 2

Chacune des Parties notifie à l'autre l'accomplissement des procédures internes constitutionnelles et législatives requises pour la mise en vigueur du présent Protocole.

ARTICLE 3

Ce Protocole entrera en vigueur le trentième jour suivant la date à laquelle la dernière Partie à compléter la procédure a notifié l'autre Partie que les procédures internes requises pour la mise en vigueur du présent Protocole ont été accomplies.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires ont signé le présent Protocole.

FAIT à Bruxelles, le 24 novembre 2022, en deux exemplaires en langues française, anglaise et néerlandaise, les trois textes faisant foi.

POUR LE ROYAUME DE BELGIQUE :

**POUR L'ASSOCIATION EUROPEENNE DE
LIBRE-ECHANGE :**

Le Gouvernement fédéral,
Le Gouvernement flamand,
Le Gouvernement de la Communauté française,
Le Gouvernement wallon,
Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-
Capitale,
Le Gouvernement de la Communauté
germanophone,



Peter Martin,
Ambassadeur, Président du Comité
Interministériel pour la Politique de Siège



Henri Gétaz,
Secrétaire général

AANVULLEND PROTOCOL
TUSSEN
HET KONINKRIJK BELGIË
EN
DE EUROPESE VRIJHANDELSASSOCIATIE

**AANVULLEND PROTOCOL
TUSSEN
HET KONINKRIJK BELGIË
EN
DE EUROPESE VRIJHANDELSASSOCIATIE**

HET KONINKRIJK BELGIË, vertegenwoordigd door:

**De federale Regering,
De Vlaamse Regering,
De Franse Gemeenschapsregering,
De Waalse Regering,
De Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
De Duitstalige Gemeenschapsregering,**

EN

DE EUROPESE VRIJHANDELSASSOCIATIE,

GELET OP het Zetelakkoord tussen het Koninkrijk België en de Europese Vrijhandelsassociatie, getekend op 27 januari 1993,

VERLANGEND de voorrechten en immuniteiten, die vereist zijn voor de goede uitvoering door de Europese Vrijhandelsassociatie van zijn opdracht, nader te bepalen,

ZIJN OVEREENGEKOMEN ALS VOLGT:

ARTIKEL 1

De eerste zin van artikel 15 van het Zetelakkoord van 27 januari 1993 wordt vervangen door de volgende tekst:

“Het Hoofd van het Bureau van EVA in Brussel en zijn twee adjuncten zullen genieten van diplomatieke voorrechten en immuniteiten.”

ARTIKEL 2

Elke partij stelt de andere partij ervan in kennis dat aan de voor de inwerkingtreding van dit Protocol vereiste interne grondwettelijke en wettelijke procedures is voldaan.

ARTIKEL 3

Het Akkoord treedt in werking op de dertigste dag na de datum waarop de Partij die als laatste de procedure heeft voltooid de andere Partij ervan heeft op de hoogte gebracht dat de noodzakelijke interne procedures voor de inwerkingtreding van dit Protocol zijn voltooid.

TEN BLIJKE WAARVAN de gevolmachtigden dit Protocol hebben ondertekend.

GEDAAN te Brussel, op 24 november 2022, in tweevoud, in de Engelse, de Nederlandse en de Franse taal, zijnde de drie teksten gelijkelijk rechtsgeldig.

VOOR HET KONINKRIJK BELGIË:

De federale Regering,
De Vlaamse Regering,
De Franse Gemeenschapsregering,
De Waalse Regering,
De Regering van het Brussels Hoofdstedelijk
Gewest,
De Duitstalige Gemeenschapsregering,

**VOOR DE EUROPESE
VRIJHANDELSASSOCIATIE:**

Henri Gétaz,
Secretaris-generaal

Peter Martin,
Ambassadeur, Voorzitter van het
Interministerieel Comité Zetelbeleid

ADDITIONAL PROTOCOL
BETWEEN
THE KINGDOM OF BELGIUM
AND
THE EUROPEAN FREE TRADE ASSOCIATION

**ADDITIONAL PROTOCOL
BETWEEN
THE KINGDOM OF BELGIUM
AND
THE EUROPEAN FREE TRADE ASSOCIATION**

THE KINGDOM OF BELGIUM, represented by:

**The Federal Government,
The Flemish Government,
The Government of the French Community,
The Walloon Government,
The Government of the Brussels-Capital Region,
The Government of the German-speaking Community,**

and

THE EUROPEAN FREE TRADE ASSOCIATION,

HAVING REGARD TO the Headquarters Agreement between the Kingdom of Belgium and the European Free Trade Association, signed on 27 January 1993,

WANTING TO determine the privileges and immunities necessary for the proper execution of the task of the European Free Trade Association,

HAVE AGREED AS FOLLOWS:

ARTICLE 1

The first sentence of Article 15 of the Headquarters Agreement of 27 January 1993 is replaced by the following text:

“The Head of the EFTA Office in Brussels and his two deputies will enjoy diplomatic privileges and immunities.”

ARTICLE 2

Each Party shall notify the other of the completion of its internal constitutional and legislative procedures required for the entry into force of this Protocol.

ARTICLE 3

This Protocol shall enter into force on the thirtieth day following the date on which the last Party to complete the procedure notified the other Party that the internal procedures required for the entry into force of this Protocol have been completed.

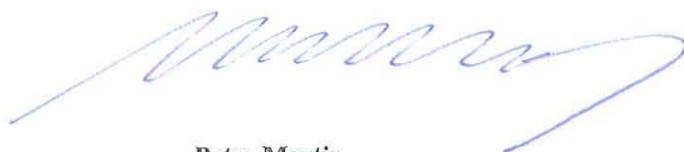
IN WITNESS WHEREOF, the plenipotentiaries have signed the present Protocol.

DONE in Brussels, on 24 November 2022, in two copies in French, English and Dutch, all three texts being equally authentic.

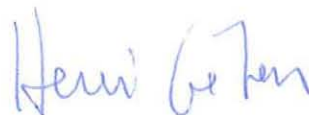
FOR THE KINGDOM OF BELGIUM:

The Federal Government,
The Flemish Government,
The Government of the French Community,
The Walloon Government,
The Government of the Brussels-Capital Region,
The Government of the German-speaking
Community,

**FOR THE EUROPEAN FREE TRADE
ASSOCIATION:**



Peter Martin,
Ambassador, President of the Interministerial
Committee for Host Nation Policy



Henri Gétaz,
Secretary-General

ZUSATZPROTOKOLL ZWISCHEN DEM KÖNIGREICH BELGIEN UND DER EUROPÄISCHEN FREIHANDELSASSOZIATION

Das Königreich Belgien

und

Die Europäische Freihandelsassoziation

Gestützt auf das Sitzabkommen zwischen dem Königreich Belgien und der Europäischen Freihandelsassoziation, das am 27. Januar 1993 unterzeichnet wurde;

In dem Wunsch, die Vorrechte und Immunitäten festzulegen, die für die ordnungsgemäße Erfüllung der Aufgaben der Europäischen Freihandelsassoziation erforderlich sind;

sind wie folgt übereingekommen:

Artikel 1

Der erste Satz von Artikel 15 des Sitzabkommens vom 27. Januar 1993 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„Der Leiter des EFTA-Büros in Brüssel und seine beiden Stellvertreter genießen die diplomatischen Vorrechte und Immunitäten.“

Artikel 2

Jede Vertragspartei notifiziert der anderen, dass die für das Inkrafttreten dieses Protokolls erforderlichen internen verfassungsrechtlichen und rechtlichen Verfahren eingehalten worden sind.

Artikel 3

Das Abkommen tritt am dreißigsten Tag nach dem Tag in Kraft, an dem die Vertragspartei, die das Verfahren als letzte abgeschlossen hat, der anderen Vertragspartei notifiziert hat, dass die für das Inkrafttreten dieses Protokolls erforderlichen internen Verfahren abgeschlossen sind.

Zu Beurkundung dessen haben die Bevollmächtigten dieses Protokoll unterzeichnet.

Geschehen zu Brüssel, am 24. November 2022, in zwei Urschriften in englischer, niederländischer und französischer Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist.

Für das Königreich Belgien:

Für die Europäische Freihandelsassoziation:

GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE

Le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Sur la proposition du Ministre-Président, compétent en matière de Relations internationales;

Après délibération,

Arrête :

Le Ministre-Président, compétent en matière de Relations internationales, est chargé de soumettre au Parlement de la Communauté germanophone le projet de décret dont la teneur suit :

Avant-projet de décret portant assentiment au Protocole additionnel entre le Royaume de Belgique et l'Association européenne de libre-échange, fait à Bruxelles le 24 novembre 2022

CONTENU

Le présent décret porte assentiment à un traité de droit international public.

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Exposé des motifs	4
Explications générales	4
Commentaire des articles.....	4
Avant-projet	5
Annexe	6

EXPOSÉ DES MOTIFS

EXPLICATIONS GÉNÉRALES

L'Association européenne de libre-échange (AELE) est une organisation intergouvernementale ayant été établie en 1960 par la convention AELE et promouvant le libre-échange et l'intégration économique entre ses membres, au sein de l'Europe et dans le monde. L'AELE compte actuellement quatre pays membres : l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse. Les États de l'AELE ont développé l'un des plus grands réseaux d'accords de libre-échange (ALE). Ces accords couvrent plus de soixante pays et territoires, dont l'Union européenne.

La Belgique a conclu le 27 janvier 1993 un accord de siège avec l'Association européenne de libre-échange. Par cet accord, le chef de bureau de l'AELE à Bruxelles et son adjoint bénéficient des privilèges et immunités diplomatiques. Depuis 2018, le bureau dispose d'un deuxième adjoint. L'AELE a récemment demandé l'octroi d'un troisième statut diplomatique. Le présent protocole additionnel du 24 novembre 2022 vise à accorder également au deuxième adjoint un statut diplomatique. De cette façon, les représentants des trois États membres à Bruxelles sont mis sur un pied d'égalité.

Il s'agit d'un « traité mixte » au sens de l'article 167, § 4, de la Constitution, comme l'a constaté le groupe de travail « Traités mixtes » le 18 mai 2021.

Lors de sa séance du 31 janvier 2022, le Gouvernement de la Communauté germanophone a donné la délégation nécessaire à la signature. Afin que cet accord puisse entrer en vigueur, le Parlement de la Communauté germanophone doit donner son assentiment. Les décrets d'assentiment de la Flandre, de la Communauté française, de la Région de Bruxelles-Capitale et, plus récemment, la loi d'assentiment de l'État fédéral sont déjà disponibles. Le 15 mai 2024, l'AELE s'est enquis de l'état d'avancement auprès du SPF Relations extérieures et demande un traitement sans délai.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article unique

L'article unique n'appelle aucun commentaire particulier.

Le Ministre-Président,
Ministre des Pouvoirs locaux et des Finances
O. PAASCH

AVANT-PROJET

Avant-projet de décret portant assentiment au Protocole additionnel entre le Royaume de Belgique et l'Association européenne de libre-échange, fait à Bruxelles le 24 novembre 2022

Article unique – Le Protocole additionnel entre le Royaume de Belgique et l'Association européenne de libre-échange, fait à Bruxelles le 24 novembre 2022, sortira son plein et entier effet.

Eupen, le ...

Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Le Ministre-Président,
Ministre des Pouvoirs locaux et des Finances
O. PAASCH

ANNEXE

**Protocole additionnel entre le Royaume de Belgique et l'Association européenne de libre-échange,
fait à Bruxelles le 24 novembre 2022**

(Traduction)